

MESSAGE N° 75 *10 juin 2008*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi,
pour la période 2008–2011, des crédits
d'engagement prévus par la loi sur la promotion
économique

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à l'octroi, pour la période 2008–2011, des crédits d'engagement prévus par l'article 25a de la loi sur la promotion économique (LPEc).

Le présent message est établi selon le plan suivant:

1. Introduction
2. Considérations générales
3. La Nouvelle Politique Régionale fribourgeoise
4. Crédits d'engagement pour la période 2008–2011
5. Conclusion

1. INTRODUCTION

Selon l'article 25a de la loi sur la promotion économique (LPEc), le total des contributions financières prévues pour la réalisation de la politique régionale et pour des actions de l'Etat en matière de politique foncière, au sens de l'article 15 LPEc, doit être arrêté par voie de décret pour une période maximale de cinq ans.

Etant donné que le canton de Fribourg a présenté à la Confédération son programme cantonal pluriannuel de mise en œuvre pour la période 2008–2011, il convient de faire coïncider la durée du crédit d'engagement prévu par la LPEc à une période identique, à savoir les années 2008–2011, tout en autorisant le Conseil d'Etat de prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

2. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La politique régionale directe menée par la Confédération a été instaurée en 1974 par le biais de la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM); celle-ci devait constituer une parade au dépeuplement de ces régions au profit des centres urbains du Plateau. Il s'agissait avant tout d'une politique visant à améliorer les conditions d'existence dans les zones considérées par la régionalisation et l'encouragement des investissements dans les infrastructures.

La révision de la LIM du 21 mars 1997 a été l'occasion d'axer plus franchement le but de la loi sur l'amélioration des conditions de développement économique et la compétitivité dans les régions en cause ainsi que sur l'incitation à exploiter davantage les potentiels régionaux.

La LIM a atteint l'objectif de l'équilibrage de l'équipement en infrastructures. Cependant, il est apparu de plus en plus clairement que la politique régionale était devenue une mosaïque d'instruments, lesquels n'étaient plus en mesure de relever le défi lié au développement économique contemporain. La nécessité s'imposait dès lors de réorienter la politique régionale.

Le 6 octobre 2006, l'Assemblée fédérale a adopté à une très large majorité la loi fédérale sur la politique régionale. A partir du 1^{er} janvier 2008, la Nouvelle Politique

Régionale (NPR) prend le relais de quatre actes législatifs prévoyant des mesures de promotion économique régionale (aides LIM, arrêté Bonny, RegioPlus, Interreg), créant ainsi une base pour des programmes pluriannuels de mise en œuvre.

3. LA NOUVELLE POLITIQUE RÉGIONALE **FRIBOURGEOISE**

3.1 Une nouvelle approche de la politique régionale

La politique régionale est axée sur les effets des mesures et non plus sur des zones éligibles et non éligibles. La priorité est donnée à la notion de géométrie variable par laquelle on sous-entend une certaine flexibilité des espaces, ces derniers pouvant évoluer en fonction des différents projets. En résumé, ce n'est plus le territoire qui est déterminant, mais les projets, programmes et initiatives et leur impact. De plus, des projets de portée intercantonale voire internationale pourront également être soutenus à partir du moment où le canton de Fribourg en est partie prenante.

Tout acteur régional (corporation ou associations de droit public ou de droit privé ou groupement organisé de communes) est en mesure de déposer une initiative, un programme ou un projet pour autant que ce dernier satisfasse à la stratégie politique régionale reprise dans le Programme pluriannuel.

Les aides financières prévues sont des contributions à fonds perdu, des prêts à conditions préférentielles (avec ou sans intérêt) ou des contributions au service de l'intérêt.

3.2 Mise en œuvre de la NPR

Le Conseil d'Etat a décidé de concrétiser la NPR au niveau cantonal par une révision partielle de la LPEc en y ajoutant le volet lié à la politique régionale. La nouvelle loi a été acceptée par le Grand Conseil en date du 14 décembre 2007. La loi d'application cantonale de la LIM a été abrogée à la fin décembre 2007.

Le Conseil d'Etat a en outre transmis au SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) un programme cantonal pluriannuel de mise en œuvre 2008–2011. Celui-ci sert de base à la convention-programme, qui constitue en quelque sorte l'acte officiel de la mise en œuvre de la NPR durant la période 2008–2011.

Le projet de décret vient donc compléter ces deux documents en vue d'assurer le financement de la participation de l'Etat à la NPR.

3.3 Programme cantonal pluriannuel de mise en œuvre 2008–2011

Le programme pluriannuel de mise en œuvre est le document principal exigé par la Confédération (art. 14 et 15 de la loi fédérale). Il contient la stratégie cantonale sur quatre ans en matière de programme d'innovation et les initiatives, projets, programmes et projets d'infrastructure. Il prend en considération le plan directeur cantonal, les plans directeurs régionaux, les objectifs des politiques sectorielles concernées et les stratégies élaborées par les régions, dans la mesure où elles répondent aux objectifs de la politique régionale. Il chiffre également l'enveloppe

financière que l'Etat consacrera aux différentes stratégies de sa politique d'innovation régionale. Sur cette base, la Confédération a déterminé l'enveloppe financière attribuée au canton de Fribourg. Elle exige que les initiatives, programmes et projets soient au moins soutenus à part égale par le canton et par elle-même. L'Etat cible les actions qu'il entend réaliser pour la période 2008–2011.

3.4 Politique d'innovation régionale

Dans la LPEc, la NPR a été intitulée «Politique d'innovation régionale», dans le but de donner une orientation nouvelle à la politique régionale. En mettant l'accent sur l'innovation, l'Etat entend répondre au mieux aux exigences de la Confédération et aux besoins du canton.

4. CRÉDITS D'ENGAGEMENT POUR LA PÉRIODE 2008–2011

4.1 Convention-programme

Au début du mois d'avril 2008, la Confédération et l'Etat de Fribourg ont signé la convention-programme concernant l'encouragement du programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale 2008–2011. La Confédération s'engage pour un montant de 11 millions de francs. Le programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale comprend trois stratégies que le canton doit mettre en œuvre:

- une *stratégie cantonale*, qui comprend les actions suivantes: stratégie scientifique et technologique, soutien à l'innovation, énergies nouvelles et écologie industrielle, tourisme et patrimoine, politique foncière active, réformes des structures territoriales.
- une *stratégie intercantonale*, élaborée avec les cantons de la Conférence des Chefs de Département de l'Economie Publique – Suisse Occidentale (CDEP-SO), qui comprend comme action la gestion des plates-formes (ICT cluster, BioAlps, Micronarc, appui à l'innovation).
- une *stratégie transfrontalière*, qui comprend une participation à des projets de coopération transfrontalière dans le cadre du programme opérationnel France-Suisse et à des projets de coopération interrégionale et transnationale en particulier dans le cadre du programme alpin.

4.2 Engagement financier de l'Etat

Pour la mise en œuvre de la NPR, un crédit d'engagement de 23 100 000 de francs est demandé.

Les choix stratégiques de l'Etat visent en particulier l'encouragement de l'innovation dans les entreprises, la politique foncière active, le tourisme et le patrimoine, les énergies nouvelles et l'écologie industrielle, la réforme des structures régionales ainsi que les collaborations intercantionales et transfrontalières.

Par les actions et les projets qui y seront liés, l'Etat entend répondre aux buts de la NPR.

Vue d'ensemble du cadre financier

La participation de la Confédération au financement de la NPR sur la base de la convention-programme s'élève à

11 000 000 de francs pour les quatre prochaines années. Des contributions à fonds perdu et des prêts seront octroyés. Les conditions pour les prêts sont les suivantes:

- Les critères d'octroi sont fixés dans les directives pour les demandes NPR.
- Le taux retenu est fixé notamment en fonction de la nature du projet, de son apport prévisible à l'économie du canton, de la capacité financière du bénéficiaire et des risques liés au projet (voir point 4.3 ci-après).
- Des garanties seront sollicitées.
- La durée et les remboursements du prêt seront fixés en fonction de la nature de l'infrastructure.
- Le montant du prêt ne pourra pas excéder la moitié du coût total de l'infrastructure pour des projets de nature privée et 2/3 du coût total de l'infrastructure pour des projets de nature publique ou de partenariat privé-public.

Tableau 1: Total des engagements (à fonds perdu et prêts remboursables) de la Confédération et du canton

FINANCEMENT			
	CONFÉDÉRATION	CANTON	TOTAL
À fonds perdu (à f.p.)	6 100 000	11 500 000	17 600 000
Prêts remboursables	4 900 000	11 600 000	16 500 000
Total	11 000 000	23 100 000	34 100 000

Tableau 2: Engagement total réparti en fonction des 3 stratégies

STRATÉGIE	FINANCEMENT					
	CONFÉDÉRATION		CANTON		TOTAL	
	à.f.p.	Prêts	à.f.p.	Prêts	à.f.p.	Prêts
Stratégie cantonale	4 100 000	4 900 000	9 500 000	11 600 000	13 600 000	16 500 000
Stratégie intercantonale	1 400 000		1 400 000		2 800 000	
Stratégie transfrontalière	600 000		600 000		1 200 000	
Total général	6 100 000	4 900 000	11 500 000	11 600 000	17 600 000	16 500 000

Programme cantonal pluriannuel de mise en œuvre 2008–2011

Le programme cantonal de mise en œuvre prévoit les actions suivantes:

a. Stratégie d'innovation scientifique et technologique

Le but principal de cette stratégie est d'encourager les partenariats entre l'Etat et l'économie privée dans le domaine des branches clés définies comme telles par le canton par le biais de clusters assurant le transfert technologique. Il s'agit d'encourager, de développer et d'assurer l'innovation, la compétitivité, la coopération, l'échange du savoir et surtout le transfert technologique entre les Hautes écoles, les entreprises et les régions.

b. Mesures de soutien à l'innovation

Ces mesures visent à concrétiser la stratégie d'innovation par la sélection des projets d'innovation, ainsi que par des conseils et de l'accompagnement. Les mesures de soutien à l'innovation doivent également favoriser le développement et la collaboration en réseau des entreprises et

garantir une portée optimale de la politique d'innovation dans les différentes régions du canton.

c. Energies nouvelles et écologie industrielle

Cette action est soutenue uniquement par le canton. Il s'agit de développer des énergies nouvelles et l'écologie industrielle, examiner les possibilités d'augmenter les performances environnementales pour les entreprises établies et les start-up, créer, implanter et promouvoir les entreprises développant et offrant des produits et/ou services respectueux de l'environnement (par ex. fabrication d'appareils pour la production d'énergie alternative, conseils en matière d'environnement). Dans un premier temps, un concept sera élaboré et des mesures seront proposées en adéquation avec la stratégie d'innovation scientifique et technologique.

d. Tourisme et patrimoine

Il s'agit dans une première étape de définir en accord avec le seco un concept général des mesures visant à créer les conditions favorisant prioritairement dans les pôles touristiques cantonaux l'accroissement de l'offre hôtelière à valeur ajoutée supérieur, notamment en fonction des demandes du bien-être, du tourisme de loisirs et de la nature. S'agissant des prêts alloués à ce domaine, l'Etat exigera des particuliers, des communes et associations de communes des garanties afin que les prêts soient effectivement remboursés.

e. Politique foncière active

La politique foncière est une action importante du programme cantonal de mise en œuvre. Il s'agit concrètement de planifier de manière plus efficiente, en collaboration avec les communes et les régions, les surfaces stratégiquement importantes du territoire cantonal, tout en respectant les exigences fédérales en la matière.

Le canton de Fribourg ne dispose pas d'une offre suffisante sur le marché immobilier dans les domaines industriels et administratifs. Les moyens financiers auront l'effet de levier décisif en matière d'attractivité économique (p. ex. pour favoriser la construction d'un business center pour start-ups ou d'un centre des sciences de la vie comprenant des salles blanches). Il s'agit d'augmenter le nombre de locaux et de terrains stratégiques disponibles immédiatement.

Les aides financières prévues sont des contributions à fonds perdu sous forme de garanties de loyer permettant la mise à disposition de locaux à court terme ainsi que l'octroi de prêts remboursables à des collectivités publiques pour l'acquisition et l'équipement de terrains industriels.

f. Réforme des structures régionales

Avec les changements introduits dans la NPR, l'action à mener est double: d'une part il faut transformer les structures d'organisation actuelles pour assurer le succès de la politique régionale à partir de 2009 et d'autre part soutenir les projets spéciaux liés aux mandats de prestations des régions en compatibilité avec les stratégies fixées dans la convention-programme.

Tableau 3: Stratégie cantonale répartie en fonction des diverses actions prévues

ACTION	FINANCEMENT				
	CONFÉDÉRATION		CANTON		TOTAL
	à.f.p.	Prêts	à.f.p.	Prêts	
• Stratégie scientifique et technologique	1 745 000		1 825 000		3 570 000
• Soutien à l'innovation	1 450 000		2 242 500		3 692 500
• Energies nouvelles et écologie industrielle			900 000		900 000
• Tourisme et patrimoine	555 000	2 088 000	962 500	3 400 000	7 010 000
• Politique foncière active		2 812 000	2 330 000	8 200 000	13 340 000
• Réformes des structures régionales	350 000		1 240 000		1 590 000
Total stratégie cantonale	4 100 000	4 900 000	9 500 000	11 600 000	30 100 000*

* Le montant de 30,1 mios concerne uniquement la stratégie cantonale. Il faut y ajouter encore 4 mios de francs provenant des stratégies intercantonale (1,4 mio de la Confédération/1,4 mio du Canton) et transfrontalière (0,6 mio Confédération/0,6 mio Canton) pour obtenir le total de 34,1 mios de francs.

Engagement cantonal

En raison des moyens financiers limités de la Confédération, celle-ci n'est pas en mesure d'octroyer le montant total demandé par le canton dans le cadre de son ambitieux programme pluriannuel de mise en œuvre. Elle a décidé d'octroyer 11 000 000 francs. Selon l'article 16 de la loi fédérale sur la politique régionale, le canton est tenu d'apporter au moins une contribution financière égale.

Le Conseil d'Etat considère la nouvelle politique régionale comme un moyen important de développement économique du canton et de renforcement des régions. Par conséquent, il propose au Grand Conseil de mettre à disposition le montant prévu à l'origine pour la première période NPR 2008–2011. Avec cette somme conséquente, la NPR peut compter pour les 4 premières années sur une enveloppe financière de 34 100 000 francs (soit 8 500 000 francs par an), qui constitue une base indispensable à sa réussite.

4.3 Mise en œuvre de la NPR

Les acteurs régionaux peuvent d'après la loi révisée sur la promotion économique présenter des projets. Ceux-ci seront examinés par la Commission des mesures d'aide en matière de promotion économique, qui peut décider elle-même des contributions à octroyer jusqu'à un montant de 300 000 francs. Les projets, dont l'aide demandée dépasse 300 000 francs, feront l'objet d'une décision du Conseil d'Etat.

Les décisions seront basées sur des critères qui devront être formalisés dans le cadre de l'adoption du règlement

de la loi sur la promotion économique (LPEc). A titre indicatif, on pourrait se référer aux critères suivants:

Catégorie A : critères que les projets doivent obligatoirement respecter (= critères impératifs)

1. Le projet est conforme aux stratégies du programme cantonal de mise en œuvre de la NPR.
2. Le projet dynamise la création de valeur à l'échelle régionale et contribue à la création d'emplois à forte valeur ajoutée dans le canton de Fribourg.
3. Le projet a un effet positif sur la mise en réseau des acteurs de la région, voire au-delà.

Catégorie B : au moins 4 critères sur un total de 8 doivent être respectés

1. Le projet satisfait aux normes écologiques et sociales actuelles et contribue à un développement durable.
2. Le projet présente un potentiel d'innovation pour le canton de Fribourg. Il peut s'agir, par exemple:
 - d'un produit nouveau ou d'une prestation nouvelle,
 - d'un nouveau processus (de production),
 - d'un nouveau procédé écologique.
3. Le projet est viable, rentable et compétitif à terme sans apport de fonds publics.
4. Le projet est financé par des fonds propres à hauteur d'au moins 20% du coût total.
5. Le projet est soutenu financièrement par des tiers et/ou l'économie régionale y participe financièrement.
6. Le projet possède la taille critique pour la région (pas de microprojets).
7. Le projet favorise l'exportation de biens et/ou de services à l'extérieur de la région, du canton ou de la Suisse.
8. Le projet soutient des réformes utiles ou d'autres projets en cours dans le canton de Fribourg.

Les projets suivants ne peuvent pas être soutenus financièrement au titre de la NPR:

- Les projets qui ne remplissent pas tous les critères de la catégorie A.
- Les projets qui ne remplissent pas au moins quatre critères de la catégorie B.
- Les projets qui bénéficient déjà d'un important soutien financier de la part d'autres directions de l'administration cantonale fribourgeoise.
- Les projets qui ont été rejetés par d'autres directions de l'administration cantonale pour cause de non-conformité au droit cantonal.
- Les projets de refinancement ou d'assainissement qui n'apportent pas de valeur ajoutée directe à la région.

Jusqu'à aujourd'hui, la Promotion économique a reçu plusieurs esquisses de projets. Elle est en train de mettre en œuvre diverses mesures et a renforcé sa structure avec notamment l'engagement d'une personne supplémentaire. Les prochaines étapes sont les suivantes:

- Traitement des dossiers de demande déjà en mains de la Promotion économique;
- Premier rapport à l'intention du seco en février 2009.

5. CONCLUSION

Après avoir bénéficié des effets de la LIM, le canton de Fribourg dispose d'un nouvel instrument pour mener sa politique économique. Le programme de mise en œuvre reflète ses besoins en matière de développement régional et lui permet de concrétiser sa politique économique. Grâce à un suivi étroit des stratégies et à un choix sélectif des projets, l'Etat souhaite optimiser l'impact sur les régions. Pour cela, une utilisation judicieuse de la NPR ainsi que des moyens suffisants sont nécessaires.

Les effets de cette politique se déploieront à moyen et à long terme. Il s'agit de poursuivre les efforts du canton en matière de compétitivité et d'attractivité pour assurer emplois et richesse.

Dès lors, afin de pouvoir appliquer avec efficacité la NPR pour la période 2008–2011, selon la loi fédérale sur la politique régionale et selon la législation cantonale, le présent projet de décret vise à obtenir les moyens financiers correspondants. Il est à noter que des projets se dérouleront sur plusieurs exercices comptables et qu'une certaine souplesse est requise afin d'accorder les aides financières prévues par la législation et de permettre ainsi le développement économique régional. En conséquence, un crédit d'engagement de 11 600 000 francs est nécessaire pour les prêts remboursables, alors que les montants à fonds perdu représenteront une somme de 11 500 000 francs.

S'agissant d'une dépense brute et périodique supérieure à la limite légale, le projet devra faire l'objet du vote à la majorité des membres du Grand Conseil, selon le prescrit des articles 140 et 141 al. 2 let. a de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC).

Le décret, compte tenu du montant du crédit proposé, est soumis au référendum financier facultatif.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'adopter le présent décret.

BOTSCHAFT Nr. 75 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über Verpflichtungskredite** **2008–2011 nach dem Gesetz über** **die Wirtschaftsförderung**

10. Juni 2008

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über die Gewährung von Verpflichtungskrediten nach Artikel 25a des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG) für die Jahre 2008–2011.

Die Botschaft hat folgenden Aufbau:

1. Einleitung
2. Allgemeine Überlegungen
3. Die neue Regionalpolitik des Kantons Freiburg
4. Verpflichtungskredite für die Jahre 2008–2011
5. Schluss

1. EINLEITUNG

Gemäss Artikel 25a des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG) muss per Dekret für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren der Gesamtwert der finan-

ziellen Mittel festgelegt werden, die für die Umsetzung der Regionalpolitik und der Aktionen des Staats auf dem Gebiet der Bodenpolitik im Sinne von Artikel 15 WFG vorgesehen sind.

Der Kanton Freiburg hat dem Bund sein kantonales mehrjähriges Umsetzungsprogramm für die Jahre 2008–2011 vorgelegt. Deshalb sollte sich der im WFG vorgesehene Verpflichtungskredit auf den gleichen Zeitraum beziehen, nämlich auf die Jahre 2008–2011, wobei der Staatsrat die Frist für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern kann.

2. ALLGEMEINE ÜBERLEGUNGEN

Die direkte Regionalpolitik des Bundes wurde 1974 durch das Bundesgesetz über die Investitionshilfe in Berggebieten (IHG) eingeführt, das die Abwanderung aus den Berggebieten in die Agglomerationen im Mittelland bremsen sollte. Das Ziel war es, die Lebensbedingungen in diesen Gebieten zu verbessern, indem sie in Regionen eingeteilt und Investitionen in ihre Infrastrukturen gefördert wurden.

Durch die Revision des IHG vom 21. März 1997 wurde das Ziel des Gesetzes vermehrt auf die Verbesserung der Rahmenbedingungen für die Wirtschaftsentwicklung und die Wettbewerbsfähigkeit in den betroffenen Regionen sowie auf die verstärkte Nutzung regionaler Potenziale ausgerichtet.

Das IHG hat eine ausgleichende Wirkung erzielt und den Ausbau der Infrastrukturen ermöglicht und hat damit sein Ziel erreicht. Mit der Zeit wurde jedoch immer offensichtlicher, dass sich die Regionalpolitik aus einem Sammelsurium von Instrumenten zusammensetzte, die sich nicht länger dazu eigneten, die heutige Wirtschaftsentwicklung zu fördern. Die Regionalpolitik bedurfte deshalb einer neuen Ausrichtung.

Am 6. Oktober 2006 verabschiedete das Bundesparlament mit grosser Mehrheit das Bundesgesetz über Regionalpolitik. Somit ersetzt die Neue Regionalpolitik (NRP) seit dem 1. Januar 2008 die vier Gesetzestexte über Massnahmen der regionalen Wirtschaftsförderung (IHG-Darlehen, Bonny-Beschluss, RegioPlus, Interreg) und stellt den Grundstein für mehrjährige Umsetzungsprogramme dar.

3. DIE NEUE REGIONALPOLITIK DES KANTONS FREIBURG

3.1 Ein neuer Ansatz für die Regionalpolitik

Die Regionalpolitik ist neu auf die Wirkung der Massnahmen ausgerichtet und nicht mehr auf bestimmte Zielgebiete. Der Begriff Region muss flexibel aufgefasst werden, denn die Ausdehnung einer Region hängt vom jeweiligen Projekt ab (variable Geometrie). Kurz gefasst, das Gebiet einer Region wird nicht mehr aufgrund territorialer Aspekte, sondern mit Blick auf die Wirkung der Projekte, Programme und Initiativen definiert. Ausserdem können auch interkantonale oder internationale Projekte unterstützt werden, sofern der Kanton Freiburg daran beteiligt ist.

Alle regionalen Akteure (öffentlich-rechtliche oder private Körperschaften und Verbände sowie konstituierte

Gruppen von Gemeinden) können eine Initiative, ein Programm oder ein Projekt vorlegen, wenn dieses der im Umsetzungsprogramm definierten regionalpolitischen Strategie entspricht.

Die vorgesehenen finanziellen Beiträge umfassen A-Fonds-Perdu-Beiträge, Darlehen zu Vorzugsbedingungen (mit oder ohne Zinsen) und Zinskostenbeiträge.

3.2 Umsetzung der NRP

Der Staatsrat hat beschlossen, zur Umsetzung der NRP auf kantonaler Ebene eine Teilrevision des WFG durchzuführen und die Bestimmungen über die Regionalpolitik darin aufzunehmen. Das revidierte Gesetz wurde vom Grossen Rat am 14. Dezember 2007 verabschiedet. Das kantonale Ausführungsgesetz vom 27. November 1998 zum IHG wurde auf Ende Dezember 2007 aufgehoben.

Der Staatsrat hat dem SECO (Staatssekretariat für Wirtschaft) ferner sein kantonales mehrjähriges Umsetzungsprogramm 2008–2011 übermittle. Dieses dient als Grundlage für die Programmvereinbarung, die gewissermassen den offiziellen Vertrag für die Umsetzung der NRP für die Jahre 2008–2011 darstellt.

Der vorliegende Dekretsentwurf ergänzt diese beiden Unterlagen und soll die Finanzierung des Kantonsbeitrags an die NRP sicherstellen.

3.3 Kantonales mehrjähriges Umsetzungsprogramm 2008–2011

Das mehrjährige Umsetzungsprogramm ist das Hauptdokument, das vom Bund verlangt wird (Art. 14 und 15 Bundesgesetz). Dieses Programm enthält die kantonale Strategie für die nächsten vier Jahre bezüglich Innovationsprogramme, Initiativen, Projekte sowie Infrastrukturprogramme und -projekte. Es berücksichtigt den kantonalen Richtplan, die regionalen Richtpläne, die Ziele der betroffenen Sektoralpolitiken und die Strategien der Regionen, soweit sie den Zielen der Regionalpolitik entsprechen. Das Umsetzungsprogramm gibt ferner die Höhe der finanziellen Mittel an, die der Staat für die verschiedenen Strategien seiner regionalen Innovationspolitik bereitstellen wird. Gestützt auf diese Angaben hat der Bund seine finanziellen Beiträge an den Kanton Freiburg festgelegt. Er verlangt, dass der Kanton mindestens gleich hohe finanzielle Beiträge an die Initiativen, Programme und Projekte leistet wie der Bund. Die Aktionen, die der Kanton im Zeitraum 2008–2011 umsetzen möchte, sind zielgerichtet.

3.4 Regionale Innovationspolitik

Im WFG wurde die NRP als «Regionale Innovationspolitik» bezeichnet, um der Regionalpolitik eine neue Ausrichtung zu geben. Indem der Kanton das Schwergewicht auf die Innovation legt, ist er überzeugt, auf die Anforderungen des Bundes und die Bedürfnisse des Kantons bestmöglich eingehen zu können.

4. VERPFLICHTUNGSKREDITE FÜR DIE JAHRE 2008–2011

4.1 Programmvereinbarung

Anfang April 2008 haben der Bund und der Kanton Freiburg die Programmvereinbarung über die Förderung des

kantonale Umsetzungsprogramms zur Regionalpolitik 2008–2011 unterzeichnet. Der Bund verpflichtet sich über einen Betrag von 11 Millionen Franken. Das kantonale Umsetzungsprogramm der Regionalpolitik umfasst drei Strategien, die der Kanton ausführen muss:

- eine *kantonale Strategie*, die folgende Aktionen umfasst: wissenschaftliche und technologische Strategie, Innovationsförderung, neue Energien und industrielle Ökologie, Tourismus und kulturelles und natürliches Erbe, aktive Bodenpolitik, Reform der territorialen Strukturen.
- eine *interkantonale Strategie*, die zusammen mit den Kantonen der Konferenz kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren der Westschweiz (CDEP-SO) aufgestellt wird und deren Aktionen die Führung von Plattformen (ICT Cluster, BioAlps, Micronarc, Innovationsförderung) umfasst.
- eine *grenzüberschreitende Strategie*, diese umfasst die Teilnahme an Kooperationsprojekten im Rahmen des laufenden Programms Frankreich-Schweiz und an interregionalen und transnationalen Kooperationsprojekten vor allem im Rahmen des Alpenprogramms.

4.2 Finanzielle Verpflichtung des Staats

Für die Umsetzung der NRP wird ein Verpflichtungskredit von 23 100 000 Franken beantragt.

Die strategischen Entscheidungen des Kantons zielen insbesondere auf die Innovationsförderung in Unternehmen, die aktive Bodenpolitik, den Tourismus und das kulturelle und natürliche Erbe, die neue Energien und die industrielle Ökologie, die Reform der regionalen Strukturen sowie die interkantonale und grenzüberschreitende Zusammenarbeit.

Durch die damit verbundenen Aktionen und Projekte beabsichtigt der Staat, die Ziele der NRP zu erreichen.

Übersicht über den finanziellen Rahmen

Der Bund beteiligt sich auf der Grundlage der Programmvereinbarung mit insgesamt 11 000 000 Franken an der Finanzierung der NRP für die nächsten vier Jahre. Es werden sowohl A-Fonds-Perdu-Beiträge ausbezahlt als auch Darlehen gewährt. Die Bedingungen für die Darlehen lauten wie folgt:

- Die Kriterien für die Gewährung der Darlehen befinden sich in den Weisungen für die Unterbreitung von NRP-Gesuchen (siehe Punkt 4.3 weiter unten).
- Der Zinssatz wird namentlich aufgrund der Art des Projekts, seines voraussichtlichen Nutzens für die Wirtschaft des Kantons, der Finanzstärke des Leistungsempfängers und der mit dem Projekt verbundenen Risiken festgelegt.
- Es werden Garantien verlangt.
- Die Laufzeit und Rückzahlungsmodalitäten der Darlehen hängen von der Art der Infrastruktur fest.
- Das Darlehen darf höchstens die Hälfte der Gesamtkosten der Infrastrukturen von privaten Projekten und höchstens 2/3 der Gesamtkosten der Infrastrukturen von öffentlichen Projekten oder von Projekten, die sich auf eine privat-öffentliche Partnerschaft abstützen.

Tabelle 1: Total der Verpflichtungen (A-Fonds-Perdu-Beiträge und rückzahlbare Darlehen) des Bundes und des Kantons

FINANZIERUNG			
	BUND	KANTON	TOTAL
A-Fonds-Perdu-Beiträge (AFP)	6 100 000	11 500 000	17 600 000
Rückzahlbare Darlehen	4 900 000	11 600 000	16 500 000
Total	11 000 000	23 100 000	34 100 000

Tabelle 2: Aufteilung der gesamten Verpflichtungen auf die drei Strategien

STRATEGIE	FINANZIERUNG					
	BUND		KANTON		TOTAL	
	AFP.	Darlehen	AFP.	Darlehen	AFP.	Darlehen
Kantonale Strategie	4 100 000	4 900 000	9 500 000	11 600 000	13 600 000	16 500 000
Interkantonale Strategie	1 400 000		1 400 000		2 800 000	
Grenzüberschreitende Strategie	600 000		600 000		1 200 000	
Gesamttotal	6 100 000	4 900 000	11 500 000	11 600 000	17 600 000	16 500 000

Kantonales Umsetzungsprogramm 2008–2011

Das kantonale Mehrjahresprogramm sieht namentlich die folgenden Aktionen vor:

a. Wissenschaftliche und technologische Strategie

Das Hauptziel dieser Strategie ist es, die Partnerschaften zwischen Staat und Privatwirtschaft in den Schlüsselbranchen des Kantons zu fördern, indem Cluster zur Gewährleistung des Technologietransfers geschaffen werden. Ziel ist es, die Innovation, die Wettbewerbsfähigkeit, die Zusammenarbeit, den Wissensaustausch und insbesondere den Technologietransfer zwischen den Hochschulen, den Unternehmen und den Regionen zu fördern, zu entwickeln und sicherzustellen.

b. Massnahmen zur Innovationsförderung

Diese Massnahmen zielen darauf ab, die Innovationsstrategie durch die Wahl innovativer Projekte sowie durch Beratung und Begleitung umzusetzen. Die Massnahmen zur Innovationsförderung müssen ferner die Entwicklung und die vernetzte Zusammenarbeit der Unternehmen fördern, und eine optimale Wirkung der Innovationspolitik in den verschiedenen Regionen des Kantons sicherstellen.

c. Neue Energien und industrielle Ökologie

Diese Aktion wird vom Kanton alleine unterstützt. Sie bezweckt, neue Energien und die industrielle Ökologie zu entwickeln, die Möglichkeiten der bestehenden Unternehmen und der Start-ups zu prüfen, ihre Umweltfreundlichkeit zu verbessern, Unternehmen zu schaffen, anzusiedeln und zu fördern, die umweltfreundliche Produkte herstellen bzw. Dienstleistungen anbieten (z.B. Herstellung von Geräten für die Produktion alternativer Energien, Beratung in Umweltfragen). Zuerst wird ein Konzept aufgestellt, um Massnahmen vorschlagen zu können, die mit der wissenschaftlichen und technologischen Innovationsstrategie übereinstimmen.

d. Tourismus und natürliches und kulturelles Erbe

Als erstes gilt es, im Einvernehmen mit dem SECO ein allgemeines Konzept für Massnahmen aufzustellen, das darauf abzielt, die Rahmenbedingungen zu schaffen, um in erster Linie in den kantonalen Tourismuszentren das Hotellerieangebot mit besonders hoher Wertschöpfung zu fördern, wobei der Nachfrage nach Wellness, Freizeittourismus und Natur besonders Rechnung getragen wird. Für die Gewährung von Darlehen auf diesem Gebiet verlangt der Staat von den Privaten, Gemeinden und Gemeindeverbänden Garantien über die effektive Rückzahlung dieser Darlehen.

e. Aktive Bodenpolitik

Die Bodenpolitik ist eine wichtige Aktion des kantonalen Umsetzungsprogramms. Konkret wird beabsichtigt, zusammen mit den Gemeinden und Regionen die Nutzung strategisch wichtiger Flächen auf dem Kantonsgebiet unter Beachtung der entsprechenden Anforderungen des Bundes effizienter zu planen.

Der Kanton Freiburg verfügt im Bereich der Industrie und der Verwaltung über kein ausreichendes Angebot auf dem Immobilienmarkt. Die zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel werden die nötige Hebelwirkung zur Steigerung der wirtschaftlichen Attraktivität erzielen (z.B. für den Bau eines Business Centers für Start-ups oder eines Zentrums für Life Sciences mit Reinräumen). Ziel ist es also, die Zahl von sofort verfügbaren, strategischen Räumlichkeiten und Grundstücken zu vergrössern.

Die vorgesehenen finanziellen Massnahmen umfassen A-Fonds-Perdu-Beiträge in Form von Mietgarantien, die es erlauben, innerhalb kurzer Frist Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen sowie rückzahlbare Darlehen zugunsten von öffentlichen Körperschaften für den Erwerb und die Erschliessung von Grundstücken in Industriezonen zu gewähren.

f. Reform der regionalen Strukturen

Aufgrund der Änderungen, die durch die NRP eingeführt werden, müssen Massnahmen auf zwei Ebenen ergriffen werden: Einerseits müssen die aktuellen Organisationsstrukturen geändert werden, um den Erfolg der Regionalpolitik ab 2009 sicherzustellen, und andererseits müssen die Spezialprojekte unterstützt werden, die mit den Strategien der Programmvereinbarung übereinstimmen und von den Regionen im Rahmen von Leistungsaufträgen ausgeführt werden.

Tabelle 3: Vorgesehene Aktionen gemäss der kantonalen Strategie

AKTION	FINANZIERUNG				
	BUND		KANTON		TOTAL
	AFP	Darlehen	AFP	Darlehen	
• Wissenschaftliche und technologische Strategie	1 745 000		1 825 000		3 570 000
• Innovationsförderung	1 450 000		2 242 500		3 692 500
• Neue Energien und industrielle Ökologie			900 000		900 000
• Tourismus und kulturelles und natürliches Erbe	555 000	2 088 000	962 500	3 400 000	7 010 000
• Aktive Bodenpolitik		2 812 000	2 330 000	8 200 000	13 340 000
• Reform der regionalen Strukturen	350 000		1 240 000		1 590 000
Total kantonale Strategie	4 100 000	4 900 000	9 500 000	11 600 000	30 100 000*

* Der Betrag von 30,1 Millionen Franken betrifft alleine die kantonale Strategie. Dazu kommen noch 4 Millionen Franken für die interkantonale (1,4 Millionen Bund/1,4 Millionen Kanton) und grenzüberschreitende Strategie (0,6 Millionen Bund/0,6 Millionen Kanton), was zusammen den Gesamtbetrag von 34,1 Millionen Franken ergibt.

Kantonales Engagement

Aufgrund der beschränkten Bundesmittel ist der Bund nicht in der Lage, die gesamten vom Kanton im Rahmen des ambitionierten Mehrjahresprogramms angeforderten Mittel zu sprechen. Er ist bereit, einen Beitrag von 11 000 000 Franken zu leisten. Gemäss Artikel 16 des Bundesgesetzes über die Regionalpolitik muss der Kanton sich verpflichten, mindestens im gleichen Masse Mittel einzuschliessen.

Der Staatsrat erachtet die Neue Regionalpolitik als ein wichtiges Instrument für die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons und die Stärkung der Regionen. Er schlägt daher dem Grossen Rat vor, den ursprünglich vorgesehenen Betrag für die erste NRP-Periode 2008–2011 zur Verfügung zu stellen. Mit diesem wesentlichen Kantonsanteil kann die NRP in den ersten 4 Jahren mit einem finanziellen Rahmen von rund 34 000 000 Franken (rund 8 500 000 Franken pro Jahr) rechnen, was eine unverzichtbare Basis für die Zielerreichung darstellt.

4.3 Umsetzung der NRP

Auf der Grundlage des revidierten Wirtschaftsförderungsgesetzes können die regionalen Akteure Projekte eingeben. Diese Projekte werden von der Kommission für Wirtschaftsförderungsmassnahmen beurteilt und bis zu einem Betrag von 300 000 Franken selbständig ent-

schieden. Projekte mit beantragten Beiträgen von mehr als 300 000 Franken werden vom Staatsrat entschieden.

Die Entscheide werden auf der Basis von Kriterien gefällt, die im Reglement zum Wirtschaftsförderungsgesetz (WFG) noch verankert werden müssen. Zur Information können folgende Kriterien erwähnt werden:

Kategorie A: Zwingend zu erfüllende Kriterien (= Muss-Kriterien)

1. Das Projekt entspricht den inhaltlichen Schwerpunkten des kantonalen NRP-Umsetzungsprogramms
2. Das Projekt stärkt die regionale Wertschöpfung und trägt zur Schaffung von wertschöpfungsintensiven Arbeitsplätzen im Kanton Freiburg bei
3. Das Projekt hat eine positive Wirkung in Bezug auf die Vernetzung von Akteuren in der Region oder darüber hinaus

Kategorie B: Mindestens vier von total acht Kriterien sind zu erfüllen

1. Das Projekt erfüllt aktuelle ökologische und soziale Standards und trägt zu einer nachhaltigen Entwicklung bei
2. Das Projekt hat für den Kanton Freiburg Innovationspotenzial, wie z.B.
 - Neuartiges Produkt oder neuartige Dienstleistung
 - Neuartiges (Produktions-)Verfahren
 - Neues ökologisches Verfahren
3. Das Projekt ist langfristig ohne öffentliche Förderbeiträge tragbar, rentabel und konkurrenzfähig
4. Das Projekt wird mit Eigenmitteln von mindestens 20% der Gesamtkosten finanziert
5. Das Projekt wird von Dritten finanziell unterstützt bzw. die regionale Wirtschaft beteiligt sich finanziell am Projekt
6. Das Projekt besitzt eine für die Region kritische Grösse (kein Kleinstprojekt)
7. Das Projekt fördert den Export von Gütern bzw. Dienstleistungen aus der Region, dem Kanton oder der Schweiz
8. Das Projekt unterstützt sinnvolle Reformen oder andere laufende Projekte im Kanton Freiburg

Folgende Projekte werden nicht mit Mitteln der NRP unterstützt:

- Projekte, welche die Kriterien der Kategorie A nicht vollständig erfüllen
- Projekte, welche nicht mindestens vier Kriterien der Kategorie B erfüllen
- Projekte, welche bereits in grossem Umfang von anderen Direktionen des Kantons Freiburg finanziell unterstützt werden
- Projekte, die von anderen Direktionen des Kantons Freiburg aufgrund von gesetzlichen Unverträglichkeiten abgelehnt wurden

- Projekte für Refinanzierungen oder Sanierungen, die keinen direkten Mehrwert in die Region bringen

Bis heute wurden bei der Wirtschaftsförderung mehrere Projektskizzen eingereicht. Die Wirtschaftsförderung führt zurzeit verschiedene Massnahmen durch und hat insbesondere mit der Anstellung einer weiteren Person ihre Struktur verstärkt. Der weitere Zeitplan sieht wie folgt aus:

- Bearbeitung der Gesuchsdossiers, die bei der Wirtschaftsförderung bereits eingegangen sind;
- Erster Bericht zuhanden des SECO im Februar 2009.

5. SCHLUSS

Nachdem der Kanton von der Wirkung des IHG profitieren konnte, verfügt er heute über ein neues Instrument für seine Wirtschaftspolitik. Das Umsetzungsprogramm widerspiegelt seine Bedürfnisse hinsichtlich der regionalen Entwicklung und erlaubt es ihm, seine Wirtschaftspolitik in die Tat umzusetzen. Mit Hilfe einer genauen Überwachung der Strategien und einer strengen Auswahl der Projekte möchte der Kanton die Wirkung auf die Regionen optimieren. Deshalb ist es nötig, die NRP gezielt einzusetzen und genügend Mittel bereitzustellen.

Diese Politik ist auf eine mittel- und langfristige Wirkung ausgerichtet. Die Anstrengungen des Kantons um Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und der Attraktivität zur Sicherung der Beschäftigung und des Wohlstands müssen fortgesetzt werden.

Um die NRP in den Jahren 2008–2011 gestützt auf das Bundesgesetz über Regionalpolitik und die kantonale Gesetzgebung effizient anwenden zu können, muss über das vorliegende Dekret ein geeigneter Betrag bereitgestellt werden. Da sich verschiedene Projekte über mehrere Rechnungsjahre erstrecken werden, ist eine gewisse Flexibilität nötig, um die in der Gesetzgebung vorgesehenen finanziellen Beiträge gewähren zu können und so die regionale Wirtschaftsentwicklung zu fördern. Deshalb wird für die rückzahlbaren Darlehen ein Verpflichtungskredit von 11 600 000 Franken benötigt, während für die A-Fonds-Perdu-Beiträge ein Betrag von 11 500 000 Franken vorzusehen ist.

Da es sich um eine wiederkehrende Bruttoausgabe handelt, die über der gesetzlichen Grenze liegt, muss die Vorlage gemäss Artikel 140 und 141 Abs. 2 Bst. a des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

Angesichts der Höhe des vorgesehenen Kredits unterliegt das Dekret dem fakultativen Finanzreferendum.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret

du

relatif à l'octroi, pour la période 2008–2011, des crédits d'engagement prévus par la loi sur la promotion économique

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 25a al. 3 de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique;

Vu la convention-programme du 14 avril 2008 entre la Confédération suisse et l'Etat de Fribourg;

Vu le message du Conseil d'Etat du 10 juin 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement de 23 100 000 francs est octroyé, pour la période 2008–2011, en vue du financement des contributions financières prévues par l'article 25a de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique.

² Sur ce crédit, 11 600 000 francs au moins sont affectés à l'octroi de prêts remboursables.

Art. 2

¹ Les contributions financières sont accordées selon les conditions prescrites par la loi sur la promotion économique.

² Elles sont portées aux budgets des années 2008 à 2011 de la Promotion économique.

Dekret

vom

über Verpflichtungskredite 2008–2011 nach dem Gesetz über die Wirtschaftsförderung

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 25a Abs. 3 des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung;

gestützt auf die Programmvereinbarung vom 14. April 2008 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Kanton Freiburg;

gestützt auf die Botschaft des Staatsrats vom 10. Juni 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

¹ Zur Finanzierung der finanziellen Beiträge nach Artikel 25a des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung wird für die Jahre 2008–2011 ein Verpflichtungskredit von 23 100 000 Franken gewährt.

² Von diesem Kredit werden mindestens 11 600 000 Franken für die Gewährung rückzahlbarer Darlehen eingesetzt.

Art. 2

¹ Die finanziellen Beiträge werden gemäss den Bedingungen des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung gewährt.

² Sie werden in die Voranschläge 2008–2011 der Wirtschaftsförderung aufgenommen.

Art. 3

Le Conseil d'Etat peut prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

² Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Art. 3

Der Staatsrat kann die Frist für die Verwendung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern.

Art. 4

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Dekrets fest.

² Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.